

## Burundi : le bras de fer se durcit entre le pouvoir et le principal parti d'opposition

RFI, 07-05-2020 Burundi : brusque montée de tension dans la campagne électorale pour la présidentielle De nombreux incidents opposent depuis le début de la campagne électorale les militants du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, à ceux du CNL de l'opposition. Mais la tension est montée d'un cran mardi, avec l'arrestation d'une cadre de que les élections générales sont prévues le 20 mai prochain. [Photo : Katy Kezimana, n°2 sur la liste électorale pour les législatives dans la province de Bujumbura rural, arrêtée mardi après un meeting.]

Premier coup de semonce ce mardi. Katy Kezimana, n°2 sur la liste électorale du CNL pour les législatives dans la province de Bujumbura rural, est arrêtée après un meeting dans cette région considérée comme l'un des principaux bastions d'Agathon Rwasa. Elle est entendue par un magistrat pendant 15 minutes avant d'être croulée dans la prison de Bujumbura. Son avocat a juste eu le temps d'apprendre qu'elle a été arrêtée sur plainte de l'administrateur communal de Mugongomanga. Depuis, il n'a pas eu accès ni au dossier ni à sa cliente. Celle-ci serait également poursuivie pour « intolérance politique », selon une source judiciaire. Ce qui passe mal apparemment, c'est la campagne très offensive du principal parti d'opposition qui dénonce la « longueur de journée » des nombreux crimes commis par « un pouvoir corrompu », qui « divise la population », selon le CNL. Le pouvoir à l'offensive Puis le gouvernement est entré dans la danse avec un communiqué du ministre de la Sécurité publique, avant que le tout-puissant ministre burundais de l'Intérieur ne tape du poing sur la table, en accusant le parti CNL d'être responsable d'une dizaine d'incidents violents relevés par son administration depuis le début de la campagne, il y a une dizaine de jours. « Trop c'est trop », a martelé Pascal Barandagiye, en lançant un dernier avertissement au parti d'Agathon Rwasa avant « des sanctions ». Aucun mot, en revanche, sur les actes de violences ou attaques attribuées par le CNL ou les médias indépendants aux Imbonerakure, les jeunes du parti au pouvoir que l'ONU qualifie de milice. Le CNL, qui se sert de ses ailes depuis le début de la campagne, assure qu'il ne va pas baisser les bras.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});